



Industrie Industry  
Canada Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

# PETITE

Vol. 9, n° 2, août 2007

# entreprise

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

## GRANDES

### *tendances*

Entre le premier trimestre de 2006 et le trimestre correspondant de 2007, le nombre d'emplois créés au Canada a augmenté de 2,1 %, soit près de 285 000 emplois. Les petites entreprises (moins de 100 employés) étaient à l'origine de 27,7 % de cette hausse, toutefois inférieure à celle de l'année précédente, tandis que les moyennes et les grandes entreprises ont enregistré une hausse de 19,4 % et 52,9 % respectivement par rapport à l'année précédente.

Le nombre d'établissements commerciaux a augmenté de 1,1 % en décembre 2006 par rapport à décembre 2005.

On a enregistré 2 099 faillites commerciales au premier trimestre de 2007, soit une chute de 9,2 % par rapport au trimestre correspondant de 2006.

Le pays comptait 2,5 millions de travailleurs indépendants au premier trimestre de 2007, soit une hausse de 1,26 % par rapport au trimestre correspondant de 2006.

Au premier trimestre de 2007, les prêts en cours consentis aux entreprises<sup>1</sup> par les banques à charte se chiffraient à 115 milliards de dollars, soit une hausse de 9,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2006. Les petites entreprises ont été les bénéficiaires de 17,3 % de ces prêts – le pourcentage le plus bas des cinq dernières années –, par rapport à 31,6 % pour les moyennes entreprises.

<sup>1</sup> Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.



## COLLABORATION EN MATIÈRE D'INNOVATION dans les petites entreprises canadiennes

**U**n nouveau rapport commandé par Industrie Canada examine les facteurs qui contribuent à une collaboration fructueuse en matière de recherche-développement (R-D) et de commercialisation. Bien que l'innovation soit devenue une composante essentielle au succès de la stratégie commerciale des entreprises, elle présente aussi des risques plus élevés et des défis pour les petites entreprises qui disposent de ressources limitées. De plus, la capacité de commercialiser dépend d'autres facteurs comme les stratégies en matière de ressources humaines et les compétences en gestion. La collaboration sur le front de la R-D et de la commercialisation est donc particulièrement importante pour les petites et moyennes entreprises (PME) espérant prendre la voie de l'innovation.

Le rapport, qui a été préparé par Don Rumball pour la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada, examine les stratégies de collaboration en matière de R-D utilisées par cinq entreprises. Chacune prend part avec plus ou moins de succès à diverses activités exercées en collaboration. Les conclusions de ces études de cas visent à éclairer les stratégies particulières de collaboration en matière d'innovation adoptées par des entreprises.

Dans l'ensemble, les études de cas font ressortir deux grandes catégories d'activités de collaboration : « intérêts en recherche » et « besoins commerciaux ». Les collaborations

(suite à la page 2)

## SOMMAIRE

<i>Insolvabilité des entreprises</i> . . . . .	3
<i>Travail indépendant</i> . . . . .	4
<i>Création d'emplois</i> . . . . .	5
<i>Financement</i> . . . . .	6
<i>Établissements commerciaux</i> . . . . .	7
<i>Activités à venir</i> . . . . .	8



(suite de la page 1)

axées sur les intérêts en recherche incluent les entreprises dérivées des travaux effectués dans des laboratoires universitaires et la recherche à contrat réalisée par ces entreprises. Les collaborations axées sur les besoins commerciaux incluent la recherche commanditée, les coentreprises et les veilles technologiques (processus de réseautage avec les chercheurs ayant pour but de cerner dès que possible les technologies prometteuses).

Les principales constatations concernant les stratégies de collaboration employées par les entreprises semblent peut-être aller de soi dans l'ensemble, mais elles n'en demeurent pas moins importantes. Les cinq études de cas ont montré la nécessité absolue que la R-D soit crédible pour qu'il y ait le moindre espoir de collaboration. Sans cette crédibilité, il sera impossible d'attirer les personnes clés requises pour la commercialisation. Comme le montrent clairement les études de cas, le développement d'entreprises prospères dépend de personnes clés qui font une énorme différence, mais qui sont extrêmement difficiles à trouver et à recruter. La sélection du président-directeur général, par exemple, revêtait une importance particulière dans plusieurs des cas.

L'étude a également révélé que la commercialisation est en grande partie le résultat de projets axés sur les « besoins commerciaux », où les entreprises peuvent relever les propositions innovatrices qui vont au-devant des besoins des clients et cherchent à les satisfaire aussi efficacement que possible. La relation avec le client est donc essentielle au succès de l'activité d'innovation.

La protection de la propriété intellectuelle, qui coûte cher et demande du temps, est analysée en détail dans le rapport. Les brevets ne sont pas toujours la clé de la réussite face à la concurrence, en particulier dans les industries qui évoluent si rapidement que ces brevets deviennent désuets bien avant leur expiration. Les PME adoptent différentes stratégies pour protéger la propriété intellectuelle. Par exemple, certaines PME cherchent à établir un marché à créneau qui est trop petit pour intéresser les grandes entreprises mais qu'une petite entreprise peut dominer. Par ailleurs, quand la

collaboration avec de grandes entreprises est nécessaire, certaines PME cèdent leurs droits de propriété intellectuelle à la grande entreprise en échange de droits exclusifs garantis pour ce qui est de fournir le produit.

L'un des principaux obstacles à la collaboration est l'accès aux partenaires éventuels – chercheurs dans le cas de PME novices en R-D et grandes entreprises dans le cas de PME souhaitant établir une coentreprise. L'établissement de réseaux entre les intervenants et la persévérance semblent les solutions les plus prometteuses.

À l'étape précaire de la prospection, entre le lancement d'une entreprise dérivée et ses premières ventes, on observe un manque de financement. Les investisseurs d'institutions traditionnelles conviennent moins bien à ce genre d'investissements, si bien que le financement doit souvent provenir de sources informelles, notamment les investisseurs providentiels. Comme l'ont indiqué certaines études de cas, il faut encourager le financement informel pour répondre à ces besoins financiers particuliers.

Le rapport formule plusieurs recommandations pour assurer le succès de la collaboration en matière de R-D et de commercialisation, notamment la nécessité :

- de regrouper et de servir les réseaux d'établissements de recherche pour créer une masse critique;
- d'encourager les investisseurs providentiels à offrir un financement aux entreprises dérivées, entre leur création et les premières ventes;
- de faire la promotion d'une culture de la commercialisation par l'intermédiaire des centres de recherche universitaires qui cherchent à attirer des gestionnaires de talent;
- de permettre l'accès au savoir-faire de pointe en marketing et de contribuer au financement provisoire ou à l'accès aux partenaires de financement.

Le rapport est affiché dans le site Web de la Recherche et de la politique de la petite entreprise, à [www.strategis.ic.gc.ca/epic/site/sbrp-rppe.nsf/fr/rd02182f.html](http://www.strategis.ic.gc.ca/epic/site/sbrp-rppe.nsf/fr/rd02182f.html).

# INSOLVABILITÉ *des entreprises*

**A**u premier trimestre de 2007, le nombre total d'insolvabilités d'entreprises, qui inclut les faillites et les propositions<sup>1</sup>, se chiffrait à 2 099 (tableau 1), soit une hausse de 7,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2006. Les faillites ont augmenté de 6,6 % pour s'établir à 1 745, tandis que le nombre de propositions a grimpé de 11,3 % pour atteindre 354. Malgré l'augmentation du nombre d'insolvabilités d'entreprises au premier trimestre de 2007, la tendance générale à long terme demeure à la baisse. Le nombre enregistré au premier trimestre de 2007 était le quatrième le plus bas enregistré pour un trimestre entre 1993 et 2007.

Par rapport au trimestre correspondant de 2006, les faillites et les propositions ont diminué de 7,8 % et de 15,5 % respectivement. Dans l'ensemble, les cas d'insolvabilité des entreprises ont reculé de 9,2 %, soit la 13<sup>e</sup> baisse trimestrielle sur 12 mois consécutive.

## Passif

Au premier trimestre de 2007, le total du passif lié aux insolvabilités a atteint près de 4 milliards de dollars, soit une hausse de 260,5 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agissait du deuxième plus haut niveau de passif lié aux insolvabilités enregistré entre 1993 et 2007, et le passif moyen

a quant à lui grimpé à 1,9 million de dollars par rapport à 564 342 \$ au trimestre précédent. Cette hausse est attribuable au passif élevé associé à quelques faillites dans le secteur de la haute technologie. Le passif lié aux faillites a augmenté pour s'établir à 3,7 milliards de dollars au premier trimestre de 2007, ce qui correspond à plus du triple du chiffre enregistré au quatrième trimestre de 2006 et un an plus tôt. Il s'agissait également du plus haut niveau enregistré au premier trimestre d'une année pour toute la période allant de 1993 à 2007.

Par contre, le passif lié aux propositions a chuté de 58,3 % pour s'établir à 258,7 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par rapport au trimestre correspondant de 2006. Le passif moyen lié aux propositions était de 0,7 million de dollars, en baisse par rapport à un montant de 1,5 million un an plus tôt.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'insolvabilité des entreprises, consultez le site Web du Bureau du surintendant des faillites, à [www.osb-bsf.gc.ca](http://www.osb-bsf.gc.ca).

<sup>1</sup> La faillite désigne la liquidation des actifs commerciaux du débiteur et la cessation des activités de l'entité commerciale. Les propositions commerciales prévoient le règlement des dettes entre le débiteur et ses créanciers, tout en permettant à l'entreprise de demeurer en activité.

*Tableau 1 : Nombre total de cas d'insolvabilité, de faillites et de propositions et passif connexe*

	Cas d'insolvabilité			Faillites			Propositions		
	Nombre	Passif (milliers de dollars)	Passif moyen (\$)	Nombre	Passif (milliers de dollars)	Passif moyen (\$)	Nombre	Passif (milliers de dollars)	Passif moyen (\$)
<b>T1 2006</b>	2 311	1 499 008	648 640	1 892	878 821	464 493	419	620 186	1 480 158
<b>T2 2006</b>	2 167	1 871 368	863 576	1 802	1 489 546	826 607	365	381 823	1 046 090
<b>T3 2006</b>	1 738	1 078 563	620 577	1 416	747 026	527 561	322	331 537	1 029 619
<b>T4 2006</b>	1 955	1 103 288	564 342	1 637	781 801	477 582	318	321 487	1 010 965
<b>T1 2007</b>	2 099	3 977 097	1 894 758	1 745	3 718 389	2 130 882	354	258 708	730 814
	<b>Variation (%)</b>								
<b>T1 2006-T1 2007</b>	-9,2	165,3	192,1	-7,8	323,1	358,8	-15,5	-58,3	-50,6
<b>T4 2006-T1 2007</b>	7,4	260,5	235,7	6,6	375,6	346,2	11,3	-19,5	-27,7

Source : Bureau du surintendant des faillites ([www.osb-bsf.gc.ca](http://www.osb-bsf.gc.ca))

# TRAVAIL *indépendant*

**A** l'aide de tableaux spéciaux de l'*Enquête sur la population active* de 1990, 2000 et 2006, la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a examiné le profil des professions des travailleurs indépendants. Le tableau 2 présente la répartition des travailleurs indépendants et des employés rémunérés selon la profession.

La répartition professionnelle des employés rémunérés a été relativement constante au cours des dix dernières années. Au cours de la même période, toutefois, les travailleurs indépendants ont trouvé du travail dans des professions axées sur les services au détriment des professions du secteur primaire. Dans l'ensemble, le nombre d'employés a augmenté à un taux annualisé de 0,5 % entre 2000 et 2006, par rapport à un taux de 0,2 % pour les travailleurs indépendants. Par comparaison, durant la période de 1990 à 2006, le nombre de travailleurs indépendants a progressé à un taux annualisé de 1,2 % par rapport à un taux de 0,8 % pour les employés.

Le travail indépendant dans le secteur de la santé, celui des sciences naturelles et appliquées, ainsi que celui des arts, de la culture, des loisirs et des sports a enregistré les plus fortes hausses en pourcentage entre 2000 et 2006, soit 0,8 %, 0,6 % et 0,5 % respectivement. Les tendances de la croissance étaient similaires pour la période allant de 1990 à 2006, mais les professions dans le secteur des sciences naturelles et appliquées ont affiché la plus forte hausse, soit 3,5 %, suivies par les professions dans le domaine de la santé, soit 2,7 %.

C'est seulement dans les industries primaires que le nombre de travailleurs indépendants a reculé (-0,4 %). En fait, les industries primaires ont enregistré la plus forte réduction de la proportion générale de travailleurs indépendants, puisque celle-ci est passée de 19,3 % en 1990 à 11,4 % en 2006.

En 2006, la plus grande concentration de travailleurs indépendants se retrouve encore dans des professions de gestion (20,2 %). Les travailleurs indépendants étaient également bien représentés dans les métiers, le transport et la machinerie (16,9 %), ainsi que la vente et les services (15,8 %).

*Tableau 2 : Répartition des travailleurs indépendants selon la profession, au Canada, 1990, 2000 et 2006*

Profession	Employés					Travailleurs indépendants				
	Répartition (%)			Variation (%)		Répartition (%)			Variation (%)	
	1990	2000	2006	1990-2006	2000-2006	1990	2000	2006	1990-2006	2000-2006
Affaires, finances et administration	21,3	19,1	19,5	0,5	0,6	8,9	10,0	10,4	1,8	0,4
Secteur de la santé	5,5	5,5	6,2	1,3	0,9	3,5	4,4	5,1	2,7	0,8
Gestion	7,4	7,7	7,2	0,7	0,2	20,3	19,6	20,2	1,2	0,3
Sciences naturelles et appliquées	5,6	7,0	7,2	1,8	0,6	3,0	4,8	5,4	3,5	0,6
Arts, culture, loisirs et sports	2,0	2,2	2,3	1,5	0,7	5,1	6,2	6,7	2,3	0,5
Sciences sociales, enseignement et services gouvernementaux	7,1	8,1	8,9	1,7	0,8	5,8	6,5	6,6	1,7	0,3
Industrie primaire	2,4	2,1	2,1	0,4	0,6	19,3	13,2	11,4	-0,8	-0,4
Vente et services	24,0	25,3	25,1	1,0	0,4	15,8	16,5	15,8	1,2	0,0
Métiers, transport et machinerie	16,4	14,5	14,5	0,4	0,5	17,4	17,1	16,9	1,1	0,1
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	8,4	8,6	7,0	0,2	-0,3	1,1	1,7	1,7	2,9	0,2
<b>Total, toutes les professions</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1,2</b>	<b>0,2</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

# CRÉATION *d'emplois*

**S**elon les derniers résultats de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, environ 285 728 emplois ont été créés au premier trimestre de 2007 par rapport au trimestre correspondant de 2006, ce qui porte le total du nombre d'emplois à 13 728 455 au Canada (tableau 3). Il s'agit d'un taux de croissance annuel de 2,1 %, soit 0,6 % de moins qu'un an plus tôt.

On a observé au premier trimestre de 2007 un transfert de la croissance de l'emploi, des petites entreprises<sup>1</sup> aux grandes entreprises. Par rapport au premier trimestre de 2006, la contribution des grandes entreprises à la création d'emplois est passée de 47,8 % à 52,9 %, tandis que la contribution des petites entreprises a reculé de 37,1 % à 27,7 %. Dans l'ensemble, pendant cette période, la plus forte hausse de l'emploi au Canada a été

observée dans les moyennes entreprises, suivies des grandes entreprises.

Au sein du pays, les Territoires du Nord-Ouest ont eu le vent en poupe, affichant le plus haut taux de création d'emplois au premier trimestre de 2007 (6,4 %), suivis de l'Alberta (5,2 %). La Nouvelle-Écosse était la seule région ayant enregistré un recul dans la création d'emplois (-0,3 %) au cours de cette période.

L'Alberta a affiché la plus forte croissance de l'emploi dans les secteurs de la petite et de la moyenne entreprise, faisant état d'une hausse de 4,2 % et de 8,9 % respectivement, pour le premier trimestre de 2007. À l'autre extrémité, le Nunavut a enregistré une baisse de 4,8 % de l'emploi dans les petites entreprises.

<sup>1</sup> Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés, les entreprises de taille moyenne en comptent entre 100 et 499, et les grandes, 500 ou plus.

*Tableau 3 : Variation<sup>1</sup> sur 12 mois de l'emploi rémunéré<sup>2</sup>, selon la province ou le territoire, premier trimestre de 2007*

Trimestre	Variation		% de la contribution à la variation totale (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2006	2,7	351 389	5,2	10,7	11,7	9,6	37,1	14,4	0,7	15,1	47,8
T2 2006	2,8	379 019	6,2	11,2	11,4	9,9	38,7	10,3	2,8	13,0	48,2
T3 2006	2,5	332 268	4,9	8,1	10,0	9,7	32,7	8,6	4,0	12,5	54,8
T4 2006	2,3	320 298	11,6	1,0	13,0	12,2	37,8	7,2	5,3	12,6	49,6
T1 2007	2,1	285 728	-1,7	9,9	11,9	7,5	27,7	11,8	7,6	19,4	52,9
Province ou territoire			Taux de croissance (%)								
Terre-Neuve-et-Labrador	1,7	2 664	-3,7	2,7	4,6	8,3	2,4	1,9	24,9	6,9	0,1
Île-du-Prince-Édouard	3,5	1 808	-6,6	2,5	-0,7	-9,3	-2,3	-9,1	20,0	-1,1	11,0
Nouvelle-Écosse	-0,3	-1 098	-1,0	3,2	5,8	-2,4	1,9	-5,8	20,4	1,1	-2,2
Nouveau-Brunswick	1,1	2 959	-4,0	2,6	4,5	5,8	2,3	-0,4	-3,3	-0,9	0,5
Québec	0,9	27 900	-3,8	-0,2	1,2	0,7	-0,3	1,2	-1,7	0,4	2,3
Ontario	1,8	92 116	0,4	2,0	1,1	1,4	1,4	2,5	5,4	3,3	1,6
Manitoba	2,1	10 779	-2,0	2,6	4,6	5,2	3,0	-1,1	-9,2	-3,5	3,2
Saskatchewan	2,1	8 568	2,3	-1,0	-1,8	-1,3	-0,7	-0,7	-9,2	-3,7	-2,8
Alberta	5,2	81 818	2,5	3,6	6,5	4,2	4,2	7,7	11,8	8,9	4,8
Colombie-Britannique	3,2	56 477	1,4	1,0	3,3	3,6	2,2	3,1	-2,0	1,6	5,1
Yukon <sup>3</sup>	1,0	164	-5,3	9,5	-10,4	-5,3	-1,6	-15,7	—	—	—
Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup>	6,4	1 352	-10,5	2,2	-0,4	7,7	0,8	-12,6	—	—	—
Nunavut <sup>3</sup>	2,2	220	1,0	-0,8	-10,8	-1,9	-4,8	10,2	—	—	—
<b>Total pour le Canada</b>	<b>2,1</b>	<b>285 728</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>1,5</b>	<b>2,3</b>	<b>3,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,5</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, mars 2007.

<sup>1</sup> La variation sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et celui enregistré au trimestre correspondant de l'année précédente.

<sup>2</sup> Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services aux ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

<sup>3</sup> Les données pour les entreprises comptant 300 employés ou plus dans les territoires sont supprimées pour des raisons de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux pour la catégorie de la taille et le territoire.



# FINANCEMENT

## Petites et moyennes entreprises en Colombie-Britannique

**L'**Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises menée par Statistique Canada en 2004 a servi à établir le profil des besoins et activités de financement des petites et moyennes entreprises dans chacune des cinq régions du Canada – la Colombie-Britannique, les provinces des Prairies, l'Ontario, le Québec et les provinces de l'Atlantique. On trouvera ci-après un résumé du profil de la Colombie-Britannique. Les profils des quatre autres régions seront publiés à une date ultérieure dans le site Web du Programme de recherche sur le financement des PME.

Environ 200 000 PME sont en activité en Colombie-Britannique. Elles représentent 15 % de toutes les PME du Canada, soit une proportion légèrement supérieure à celle de la population canadienne qui vit dans cette province (13 %).

Les PME en Colombie-Britannique sont principalement des petites entreprises<sup>1</sup>, 97 % d'entre elles employant moins de 20 personnes. De ce nombre, 35 % comptent entre 1 et 4 employés, et les travailleurs indépendants représentent 49 % de ces entreprises. Cette répartition reflète celle des PME au Canada : 33 % des PME comptent entre 1 et 4 employés et 51 % des entrepreneurs sont des travailleurs indépendants. Les PME de la

Colombie-Britannique exercent leurs activités dans tous les grands secteurs industriels, dont 79 % dans le secteur des services et 6 % dans les industries du savoir (industries des sciences et de la technologie). Cette répartition est semblable à celle observée à l'échelle nationale.

En 2004, un quart des PME de cette province ont cherché à obtenir un financement externe quelconque (tableau 4). Elles ont surtout demandé du financement par emprunt (20 %) pour le fonds de roulement, l'acquisition d'immobilisations ou la consolidation des dettes. Seulement 1,1 % des entreprises ont demandé un financement par capitaux propres. Le taux de demande de financement par emprunt (20 %) était supérieur à la moyenne nationale, mais inférieur à celui des provinces des Prairies, tandis que le taux de demande de financement par capitaux propres (1,1 %) était juste en deçà de la moyenne nationale, et inférieur à celui enregistré dans les provinces de l'Atlantique, au Québec et en Ontario. Le capital de risque est une source de capitaux de plus en plus importante pour les PME à forte croissance et axées sur la technologie en Colombie-Britannique, situation peut-être favorisée par les programmes provinciaux de crédit d'impôt qui encouragent les investissements en début de croissance des entreprises.

Le profil de la Colombie-Britannique est affiché dans le site Web du Programme de recherche sur le financement des PME, à [www.pme-prf.gc.ca](http://www.pme-prf.gc.ca).

Tableau 4 : Taux de demande de financement et d'approbation, 2004

Type de financement		Colombie-Britannique	Provinces des Prairies	Ontario	Québec	Provinces de l'Atlantique	Canada
		(%)					
Emprunt	Taux de demande	20	23	15	18	20	19
	Taux d'approbation	82	82	77	88	82	81
Contrat de location-acquisition	Taux de demande	4	5	2	3,2	3	3
	Taux d'approbation	88	99	98	97	94	96
Capitaux propres	Taux de demande	1,1	0,9	1,3	1,4	1,7	1,2
	Taux d'approbation*	78	—	—	—	80	—
Prêt ou subvention gouvernementale	Taux de demande	1,8	6	1,5	3,1	3,9	3
	Taux d'approbation	—	72	72	68	80	70

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

\* Données non disponibles en raison de problèmes de mauvaise qualité des données ou de confidentialité.

# ÉTABLISSEMENTS *commerciaux*

**S**elon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le Canada comptait 2 311 337 établissements commerciaux<sup>1</sup> à la fin de 2006 (tableau 5), soit une hausse de 1,1 % par rapport à décembre 2005. Au cours de cette période, le nombre d'entreprises dans la catégorie « entreprises indéterminées<sup>2</sup> » a augmenté de 11 476, soit une hausse de 1 %. Simultanément, le nombre d'établissements employeurs s'est accru de 14 771 par rapport aux 1 052 358 enregistrés en décembre 2005, soit une progression de 1,4 %.

Pour les établissements employeurs, la proportion d'établissements commerciaux selon la taille est demeurée constante par rapport à 2005. Les petits établissements représentaient 97,6 % des établissements commerciaux. Toutefois, parmi ces entreprises, la proportion de micro-entreprises (comptant moins de cinq employés) a augmenté, tandis que la proportion de celles comptant entre 5 et 99 employés a diminué. Les moyennes entreprises représentaient 2,1 % des établissements employeurs au Canada et les grandes entreprises, 0,3 %.

À l'échelle provinciale, l'Alberta a enregistré la plus forte hausse sur 12 mois (3,9 %), suivie de la Colombie-Britannique (3,1 %). La baisse la plus marquée a été affichée par l'Île-du-Prince-Édouard (3,9 %), suivie des Territoires du Nord-Ouest (3,1 %).

La répartition des établissements commerciaux par province a été relativement stable par rapport à 2005. La majorité des établissements se trouvent en Ontario (37,4 %) ainsi qu'au Québec (20,5 %). Les provinces de l'Ouest accueillent ensemble 36,1 % des établissements commerciaux, et les provinces de l'Atlantique, 5,6 %.

<sup>1</sup> Pour qu'un établissement commercial soit inclus dans le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, l'entreprise à laquelle il appartient doit satisfaire à l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (les retenues sur la paie étant remises à l'Agence du revenu du Canada), réaliser un chiffre d'affaires annuel de 30 000 \$ ou être constituée en société et avoir produit une déclaration fédérale de revenus des sociétés au moins une fois au cours des trois dernières années. Certains établissements commerciaux peuvent appartenir à la même entreprise et chaque entreprise possède au moins un établissement commercial.

<sup>2</sup> La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les entreprises constituées ou non en société qui n'ont pas de compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille ou des propriétaires.

*Tableau 5 : Établissements commerciaux, selon le nombre d'employés et la province ou le territoire, décembre 2006*

Province ou territoire	Établissements employeurs											
	Grand total	Indéterminées <sup>1</sup>	Total	Variation sur 12 mois (%) (2005–2006)	Nombre d'employés							
					1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+
Terre-Neuve-et-Labrador	25 059	8 493	16 566	-1,5	9 969	3 007	1 696	1 206	364	167	99	58
Île-du-Prince-Édouard	10 324	4 230	6 094	-3,9	3 478	1 080	738	523	162	63	40	10
Nouvelle-Écosse	54 577	24 355	30 222	0,1	17 022	5 428	3 581	2 599	873	444	191	84
Nouveau-Brunswick	42 474	16 563	25 911	0,0	15 449	4 367	2 918	2 006	675	303	136	57
Québec	473 416	236 397	237 019	-0,8	154 427	35 261	22 164	15 301	5 394	2 571	1 285	616
Ontario	863 622	507 129	356 493	1,8	194 734	59 609	44 591	34 095	12 600	6 308	3 252	1 304
Manitoba	75 375	39 712	35 663	1,2	18 441	6 499	4 923	3 606	1 243	540	290	121
Saskatchewan	93 905	55 283	38 622	-0,6	21 884	6 991	4 770	3 303	972	405	209	88
Alberta	315 674	166 873	148 801	3,9	83 847	25 089	18 050	13 148	4 684	2 360	1 209	414
Colombie-Britannique	350 444	182 599	167 845	3,1	97 612	28 783	19 702	13 670	4 630	2 078	980	390
Yukon	2 863	1 285	1 578	1,5	825	282	223	176	44	14	11	3
Territoires du Nord-Ouest	2 723	1 040	1 683	-3,1	668	328	331	228	77	37	11	3
Nunavut	881	249	632	0,2	199	130	141	113	30	13	5	1
<b>Total – Canada</b>	<b>2 311 337</b>	<b>1 244 208</b>	<b>1 067 129</b>	<b>1,4</b>	<b>618 555</b>	<b>176 854</b>	<b>123 828</b>	<b>89 974</b>	<b>31 748</b>	<b>15 303</b>	<b>7 718</b>	<b>3 149</b>
<b>Proportion d'établissements employeurs</b>			<b>100,0 %</b>		<b>58,0 %</b>	<b>16,6 %</b>	<b>11,6 %</b>	<b>8,4 %</b>	<b>3,0 %</b>	<b>1,4 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>0,3 %</b>

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2006.

<sup>1</sup> La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les entreprises constituées ou non en société qui n'ont pas de compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille ou des propriétaires.

# ACTIVITÉS à venir

## Colloque annuel du Conseil canadien des PME et de l'entrepreneuriat, Kelowna (Colombie-Britannique), du 1<sup>er</sup> au 3 novembre 2007

**L**e Colloque annuel de 2007 du Conseil canadien des PME et de l'entrepreneuriat (CCPME) aura lieu au Grand Okanagan Lakefront Resort and Conference Centre, à Kelowna (Colombie-Britannique). Le Colloque aura pour thème « Rapprocher ... les politiques, la pratique et la recherche ». Pour obtenir de plus amples renseignements sur le CCPME et le colloque de novembre, veuillez consulter le site Web du Conseil, à [www.ccsbe.org](http://www.ccsbe.org).

## Semaine de la PME

**L**a Semaine de la PME, qui rend hommage à l'entrepreneuriat à l'échelle du pays, souligne l'importante contribution des petites entreprises à l'économie nationale. Le coup d'envoi de la Semaine de la PME, qui a pour thème « Un monde ouvert sur de nouveaux marchés », sera donné à Winnipeg (Manitoba), le 14 octobre 2007. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site Web de la Semaine de la PME de la Banque de développement du Canada, à [www.bdc.ca/fr/about/events\\_publications/small\\_business\\_week/default.htm](http://www.bdc.ca/fr/about/events_publications/small_business_week/default.htm).

## Conférence sur le capital de risque

**L**e quatrième Sommet annuel sur le capital de risque nord-américain aura lieu au Château Frontenac (Québec), les 29 et 30 octobre 2007. Cet événement sur invitation a pour but de promouvoir des relations commerciales axées sur la confiance et le respect au sein des principales sociétés de capital de risque à l'échelle mondiale afin d'élargir le co-investissement transfrontalier, au profit des participants à la conférence, et dès lors de promouvoir la croissance des industries de la technologie et des sciences de la vie au Canada. En 2006, le Sommet avait accueilli 250 invités, notamment plus d'une centaine d'investisseurs des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la Suisse, de la France, d'Israël, de Hong Kong, de Singapour, de la Corée et de la Chine continentale.

Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site Web du Sommet, à [www.navcs.com](http://www.navcs.com).

## Bulletin trimestriel sur la petite entreprise Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse [prg-sbpb@ic.gc.ca](mailto:prg-sbpb@ic.gc.ca). Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Manique Weerasinghe  
Courriel : [weerasinghe.ranmalmanique@ic.gc.ca](mailto:weerasinghe.ranmalmanique@ic.gc.ca)  
Direction générale de la politique de la petite entreprise  
Industrie Canada  
235, rue Queen  
Ottawa (Ontario) K1A 0H5  
Téléphone : 613-941-1462  
Télécopieur : 613-946-1035  
Site Web : [www.strategis.gc.ca/recherchepe](http://www.strategis.gc.ca/recherchepe)

**Autorisation de reproduction.** À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à [copyright.droitdauteur@communication.gc.ca](mailto:copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

N° de catalogue C12-18/9-2

ISSN 1205-9099  
60289

